

Rapport d'évaluation

Politique institutionnelle d'évaluation
des programmes

du Collège Mérici

10 septembre 1996

Commission d'évaluation de l'enseignement collégial

Québec 

Introduction

Fondé en 1930 par la communauté des Ursulines, le Collège Mérici est un établissement d'enseignement privé qui accueille annuellement environ 800 étudiants à l'enseignement régulier. Il offre deux programmes en formation préuniversitaire en Sciences de la nature et en Sciences humaines (profil d'intégration aux études collégiales, profil de base, profil international et profil administration) et cinq programmes en formation technique : techniques d'éducation spécialisée, techniques de recherche, enquête et sondage, techniques administratives, techniques de tourisme et techniques de gestion hôtelière.

La politique institutionnelle d'évaluation des programmes (PIEP) comprend huit sections. Les quatre premières présentent les finalités et les objectifs de la PIEP, les rôles et responsabilités des différents acteurs, le système d'information sur les programmes d'études, l'ordre et la fréquence d'évaluation des programmes. La cinquième section définit le processus d'évaluation, ses différentes étapes, le contenu du rapport d'évaluation ainsi que le suivi qui doit être donné à l'évaluation. La sixième section définit le mécanisme de révision de la politique et la périodicité à laquelle elle s'applique. Enfin, les deux dernières donnent des indications sommaires sur l'arrimage avec les évaluations menées par des organismes d'accréditation tels que la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial et sur l'entrée en vigueur de la politique.

La politique s'applique aux programmes offerts au Collège et menant soit au diplôme d'études collégiales (DEC), soit à l'attestation d'études collégiales (AEC). La présente politique se définit en conformité avec le *Règlement sur le régime des études collégiales* ainsi qu'avec la convention collective des enseignants du Collège. Elle est également conforme aux règlements d'ordre pédagogique ou administratif édictés par le Collège.

Évaluation de la politique

La Commission d'évaluation de l'enseignement collégial a évalué la politique institutionnelle d'évaluation des programmes du Collège Mérici lors de sa réunion tenue le 10 septembre 1996. Cette évaluation a été réalisée en s'inspirant du cadre de référence de l'évaluation des PIEP publié en octobre 1994¹. Le document précise notamment les orientations et la démarche de la

1. COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL. *L'évaluation des politiques institutionnelles d'évaluation des programmes d'études. Cadre de référence*. Québec, octobre 1994, 25 pages.

Commission, les composantes essentielles d'une PIEP ainsi que les modalités et critères d'évaluation de cette politique.

La politique institutionnelle d'évaluation des programmes du Collège Mérici se définit d'emblée comme un outil de gestion qui vise à permettre à ce dernier d'assumer pleinement et adéquatement sa responsabilité d'évaluer ses programmes d'études et d'en témoigner. La qualité de certaines composantes et éléments de cette PIEP est appréciable, en particulier la définition du rôle et des responsabilités des différents acteurs, la description du processus d'évaluation d'un programme et le suivi qui en est fait. Quelques dispositions de la politique mériteraient toutefois d'être précisées pour accroître et assurer à la politique l'efficacité et la crédibilité souhaitées. La Commission expose ci-après son analyse de la politique et formule à l'occasion quelques remarques susceptibles d'enrichir les composantes et les éléments et de permettre ainsi au Collège de réaliser des évaluations de qualité.

Finalités et objectifs

Les finalités sont formulées clairement; la politique gagnerait toutefois en clarté si les objectifs se démarquaient davantage de ces dernières. La politique aurait également avantage à établir d'emblée un lien entre les objectifs et le tableau de bord qui doit amener la mise en oeuvre des moyens à l'amélioration continue des programmes d'études.

La Commission constate que le Collège entend que l'évaluation des programmes se fasse selon des normes et des critères objectifs dans le respect des personnes. Les normes et les critères sur lesquels s'appuie la politique reflètent la rigueur de la démarche et l'importance de valider autant les instruments de cueillette et d'analyse des données que les données elles-mêmes. L'évaluation des programmes s'inscrit également dans une volonté de favoriser une meilleure collaboration entre, d'une part, le Collège et le milieu universitaire pour les programmes y conduisant et, d'autre part, entre le Collège et le marché du travail pour les programmes techniques. La Commission note enfin le souci que manifeste le Collège de bien faire connaître sa politique autant à l'ensemble de son personnel qu'aux étudiants.

Partage des responsabilités

Le rôle et les responsabilités des différents acteurs sont clairement définis. Le leadership est bien assumé par la Direction des études qui est la première responsable de l'application et de la révision

de la présente politique. La commission des études, le comité exécutif et le conseil d'administration soutiennent et entérinent le travail de la Direction des études.

De leur côté, les professeurs participent aux travaux du comité d'évaluation qui a pour mandat spécifique de procéder à l'évaluation d'un programme et ils sont consultés à différentes étapes du processus, notamment lors de la validation du devis d'évaluation et des outils qui serviront à réaliser l'évaluation. Les étudiants participent également à la validation des outils d'évaluation les concernant et ont l'occasion, lors de consultations *ad hoc*, de faire connaître les améliorations qu'ils jugent nécessaires ou utiles.

Systeme d'information sur les programmes

La politique prévoit la mise en place d'un système d'information composé de trois éléments : les types d'indicateurs retenus pour témoigner de la qualité des programmes, le tableau de bord de gestion et les critères d'appréciation du programme. Les indicateurs retenus sont d'ordre à la fois descriptif, statistique et perceptuel et les données statistiques proviennent autant de sources internes qu'externes.

Le contenu du système d'information est détaillé et adéquat; la politique gagnerait toutefois à expliciter davantage son rôle dans le processus d'évaluation. Un lien est établi avec le mode de détermination des programmes à évaluer, mais les données et les indicateurs concernés ne sont toutefois pas précisés. Il en est de même pour le type d'indicateurs qui pourraient contribuer à déterminer les questions prioritaires du devis d'évaluation. Ces précisions permettraient de concrétiser la réalisation d'un objectif portant sur l'amélioration continue des programmes, de déterminer les questions ou objets d'évaluation formulés dans le devis d'évaluation d'un programme et de faciliter la cueillette des données lors de cette évaluation.

Mode de détermination des programmes d'études à évaluer

La fréquence d'évaluation des programmes est réaliste. Le Collège présente l'ordre des programmes à évaluer pour les cinq prochaines années et la Commission note que des évaluations sommaires pourront avoir lieu si le contexte le requiert.

Processus d'évaluation d'un programme

La politique décrit avec clarté et précision le processus d'évaluation d'un programme qui se déroule en quatre étapes : la mise sur pied d'un comité d'évaluation de programmes, l'élaboration d'un devis d'évaluation, la réalisation et le suivi de l'évaluation. La politique pourrait toutefois préciser davantage les critères d'appréciation retenus qui découlent des types de données et d'indicateurs recueillis afin de s'assurer qu'ils permettent une évaluation adéquate de la cohérence du programme ainsi que de la valeur des méthodes pédagogiques et de l'encadrement des étudiants.

La description du devis de réalisation est claire et comporte les principaux éléments indispensables à la réalisation d'une évaluation de qualité. Le devis ne comporte toutefois aucune indication sur la description de la situation du programme à évaluer. Cela est d'autant plus important que l'identification de l'état de situation initial du programme permettra au Collège, notamment lors du suivi de l'évaluation, de juger des améliorations qui ne manqueront pas d'être apportées.

Par ailleurs, la politique mentionne (section 2.1, composition du comité d'évaluation) que le comité d'évaluation peut inviter toute personne qu'il juge utile d'entendre lors de l'évaluation. La Commission estime en effet que la contribution de personnes extérieures au Collège pourrait être importante, en particulier lors de l'évaluation complète d'un programme. Une telle contribution externe apparaît nécessaire non seulement pour l'expertise professionnelle que sont susceptibles d'apporter ces personnes-ressources, mais également pour donner une crédibilité à l'évaluation. La politique pourrait donc prévoir plus clairement la contribution, au besoin, de personnes extérieures au Collège et en définir les conditions ou modalités conséquentes.

Enfin, le processus de suivi mis en place paraît adéquat et la Commission note que le comité qui a la responsabilité de donner un suivi aux recommandations contenues dans le rapport d'évaluation produit des rapports trimestriels.

Mécanisme de révision de la politique

Les étapes du processus de révision sont bien définies. La politique peut être révisée en tout temps, dès que des ajustements s'imposent. Au plus tard, trois ans après son adoption, elle devra faire l'objet d'une réévaluation complète.

Conclusion

La Commission estime que la politique institutionnelle d'évaluation des programmes d'études du Collège Mérici contient les composantes et éléments essentiels à la réalisation d'évaluations de qualité et à la prise en charge de cette fonction d'évaluation dans la gestion des programmes d'études. La Commission apprécie la clarté et la précision de la plupart des composantes des différentes sections, en particulier celles relatives au processus d'évaluation d'un programme qui reflètent clairement l'importance accordée à la réalisation et au suivi de l'évaluation. Elle note également que le rôle et les responsabilités des différents acteurs sont clairement définis et qu'ils permettent à la Direction des études d'exercer le leadership nécessaire tout en favorisant la participation des principaux intervenants. Enfin, la politique du Collège s'inscrit d'emblée dans le respect de considérations éthiques qui encadrent adéquatement l'action des personnes engagées dans le processus d'évaluation.

Quelques précisions et améliorations pourraient toutefois être apportées à certaines composantes et éléments de la politique. Au nombre de ces dernières, soulignons l'arrimage du système d'information aux autres composantes de la politique, notamment son rôle dans l'identification des programmes à évaluer, et la contribution, le cas échéant, de personnes-ressources extérieures au Collège.

La Commission d'évaluation de l'enseignement collégial

Jacques L'Écuyer, président

Analyse et rédaction : Jean-Paul Beaumier, agent de recherche